

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Le corps électoral convoqué le 10 juillet prochain

Le Conseil des ministres qui s'est réuni hier en visioconférence, à Brazzaville, a décidé de la convocation du corps électoral en vue des élections législatives et locales le 10 juillet prochain sur toute l'étendue du territoire national en ce qui concerne les civils. Les agents de la force publique, quant à eux, se rendront aux urnes par anticipation le 4 juillet.

ENSEIGNEMENT

Le CNFICE de Mouyondzi bientôt opérationnel

A l'issue d'une visite guidée, la ministre de l'Enseignement supérieur, Delphine Edith Emmanuel, a annoncé la fin imminente des travaux d'équipement du Centre national de formation initiale et continue des enseignants (CNFICE) de Mouyondzi, dans la Bouenza.

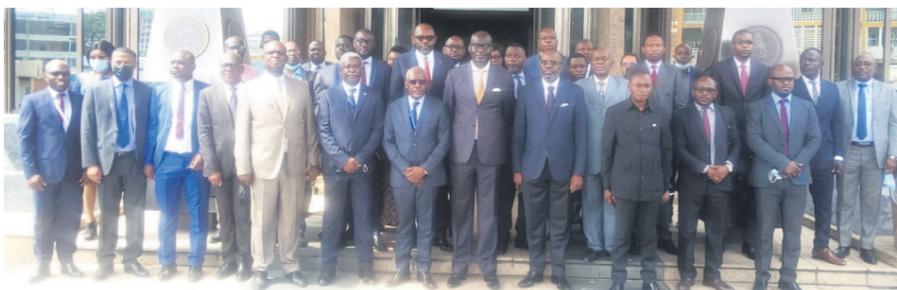
Selon les responsables de l'entreprise, les travaux sont actuellement réalisés à plus de 60%. Ils concernent notamment l'équipement de quatre établissements d'application, les salles multimédias, les laboratoires des sciences de la vie et de la terre, de physique-chimie et autres compartiments.

Page 4



FINANCES

Des entreprises sensibilisées à l'affacturage



La Banque des Etats de l'Afrique centrale a organisé, le 5 mai à Brazzaville, une session de sensibilisation des entreprises et des banques locales à l'affacturage et au crédit-bail ; deux outils permettant aux Petites et moyennes entreprises (PME) d'accéder au financement bancaire.

« Les actions de vulgarisation de ces lois

Les autorités congolaises veulent promouvoir les activités innovantes concernant autant les PME, les banques, les établissements de microfinance et les organes publics de soutien aux entreprises qui pourront recourir à ces instruments », a déclaré l'adjoint du directeur national de la banque centrale, Arnel Dieudonné Panzou Bayonne.

Page 3

CENTRE DE PROMOTION DE LA FEMME EN POLITIQUE

Emilienne Raoul passe le témoin

Après vingt ans à la tête du Centre de promotion de la femme en politique, Emilienne Raoul a pris l'engagement, le 4 mai à Brazzaville, de laisser la place à une nouvelle génération au terme de la formation des femmes candidates aux élections législatives et locales de juillet prochain.

« Après vingt ans passés à la tête du Centre de promotion de la femme en politique, je voudrais passer le témoin à une équipe plus jeune. Je puis vous assurer que cela se fera de manière progressive », a-t-elle déclaré.

Page 3



EDITORIAL

Agro-industrie

Page 2

DISPARITION

Dernier hommage des sportifs à Chantal Okomba

Page 16

ÉDITORIAL

Agro-industrie

Le gouvernement encourage l'implantation et le développement des agro-industries en s'appuyant sur des investissements privés. Les récents accords conclus avec le Rwanda et bien d'autres signés antérieurement avec différents partenaires étrangers témoignent de la volonté politique de promouvoir ce secteur vital pour la résilience de l'économie congolaise.

Les agro-industries sont des leviers pour augmenter la productivité, accélérer la croissance et vaincre la pauvreté. Elles réduisent les coûts des aliments et les incertitudes des approvisionnements. Dans cette optique, l'option prise par l'Etat d'ouvrir ce secteur au partenariat public-privé favorisera la mise en valeur de nouvelles filières respectueuses de l'encadrement des risques environnementaux et sociaux tout en assurant les meilleures pratiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Par ailleurs, la valorisation des investissements étrangers permettra d'accroître l'offre alimentaire locale en produits végétaux et animaux. En lien avec l'incubateur agricole initié par le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Élevage, ces placements contribueront à corriger le déficit en produits de première nécessité et stimuler la production nationale.

Capitaliser sur les financements extérieurs ne sera cependant possible que par la mise en place d'actions stratégiques qui tiennent compte des questions de souveraineté du pays et des priorités définies selon les besoins exprimés pour chacune des filières. De manière globale, il s'agit pour les pouvoirs publics de lever les nombreuses contraintes d'ordre technique, économique et institutionnel, mais aussi de peaufiner la réglementation en matière d'acquisition des terres.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Le Congo et les Etats-Unis d'Amérique renforcent leur partenariat



Denis Christel Sassou N'Guesso et Eugene Stewart Young

Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou N'Guesso s'est entretenu le 4 mai, à Brazzaville, avec le nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Congo, Eugene Stewart Young.

Au cours d'une séance de travail, les deux hommes ont échangé sur des questions de développement. Notamment le climat des affaires et la promotion des investissements des Etats-Unis vers le Congo. La rencontre a permis au ministre de la coopération internationale de présenter au diplomate Américain le contexte général du Congo. En outre, il lui a fait un aperçu des politiques et programmes mis en place pour assurer le développement économique et social du Congo.

Yvette Reine Nzaba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FINANCES

Les activités d'affacturage et de crédit-bail se consolident au Congo

La Banque centrale a initié le 5 mai à Brazzaville une sensibilisation sur les nouveaux instruments financiers, l'affacturage et le crédit-bail qui offrent des avantages en terme de garantie en matière d'accès au financement bancaire pour les Petites et moyennes entreprises.

Après l'entrée en vigueur des deux lois relatives à l'affacturage et le crédit-bail, le 31 décembre dernier, les autorités congolaises veulent promouvoir ces activités innovantes et combler l'insuffisance liée à l'accès au financement bancaire des PME. Ces activités d'affacturage et de crédit-bail, d'après le 1er adjoint au directeur national, Arnel Dieudonné Panzou Bayonne, vont venir augmenter les possibilités de financement des entreprises, tout en renforçant les garanties apportées aux prêteurs.

Ces deux moyens combinent à la fois une technique de financement et un mécanisme de garantie, ils n'exigent pas d'apport préalable en fonds propres ou la présentation de garanties. « Les actions de vulgarisation de ces lois concernent autant les PME, les banques, établissements de microfinance, les organes publics de soutien aux entreprises, qui pourront recourir à ces instru-

ments, que les hommes de loi, chargés de veiller au respect de ces dispositions », a déclaré Arnel Dieudonné Panzou Bayonne.

En effet, l'affacturage, "factoring" en anglais, est une technique de financement et de recouvrement de créances mise en œuvre par les entreprises pour obtenir un financement anticipé et sous-traiter cette gestion à un établissement de crédit spécialisé appelé l'affactureur (factor). De façon pratique, il consiste en l'achat ferme par un factor des créances détenues par un fournisseur sur ses clients. Les deux parties à cette opération doivent nécessairement être liées par un contrat d'affacturage.

Le factoring permet, à en croire un des conférenciers, aux entreprises de disposer rapidement de l'argent des factures ou créances, sans en attendre leur échéance. C'est le factor à qui l'entreprise à céder la créance qui avance le règlement. Celui-ci peut prendre en



Les autorités congolaises veulent promouvoir les activités innovantes

charge tout ce qui est lié à ces factures, à savoir le suivi, la relance, le recouvrement et le risque d'impayés liés à la créance. Le contrat d'affacturage entre le factor et l'entreprise fixe, enfin, le cadre dans lequel les factures sont cédées. C'est ce que les spécialistes appellent la mobilisation de créances. Dès la signature du contrat, le détenteur des titres de créances peut remettre les factures clients au factor au fur et à mesure de leur émission. Au retour, le factor règle le montant indiqué dans le contrat et as-

sure le recouvrement de la créance à son échéance.

Dans le cas du crédit-bail, le crédit-bailleur, par exemple la banque, acquiert un bien, dont il reste propriétaire, qu'il loue à un crédit-preneur (l'entreprise), avec possibilité pour ce dernier d'acquérir la propriété du bien à la fin de la période de location.

Il faut savoir que l'introduction de ces moyens dans le système financier national est résultat d'un long processus impliqué les acteurs financiers eux-mêmes, le Comité national économique et financier, les syn-

dicats patronaux et les partenaires au développement comme la Banque mondiale. Durant deux jours, les participants à cette rencontre vont échanger sur: les défis et opportunités de l'affacturage et du crédit-bail ; les techniques de structuration et de montage d'une opération d'affacturage et de crédit-bail ; le retour d'expériences des banques congolaises dans la pratique de ces deux instruments et les facteurs clés de succès de l'essor de l'affacturage et du crédit-bail.

Fiacre Kombo

CENTRE DE PROMOTION DE LA FEMME EN POLITIQUE

Emilienne Raoul passe le témoin à la jeune génération

Après vingt années passées à la tête du Centre de promotion de la femme en politique (CPFP), Emilienne Raoul a promis de passer le témoin à une nouvelle génération.

« Après vingt ans passés à la tête du Centre de promotion de la femme en politique, je voudrais passer le témoin à une équipe plus jeune, mais je puis vous assurer que cela se fera progressivement », a-t-elle déclaré, le 4 mai, à la clôture de la formation destinée aux femmes candidates aux élections législatives et locales de cette année.

« Nous voici arrivés au terme de la formation que nous nous proposons de livrer aux femmes et aux jeunes, candidates aux prochaines élections législatives et locales de 2022. Vous aurez compris, durant ces journées, qu'en politique, il y a comme dans toute œuvre humaine, un apprentissage qui nous permet d'avancer avec plus d'aisance », a-t-elle ajouté.

Emilienne Raoul a, à cette occasion, remercié les consultants et experts

ainsi que la direction générale des Affaires électorales qui a mis à la disposition des participantes à cette formation la documentation nécessaire pour étayer les différents exposés qui ont fait l'objet des débats. Elle a aussi rappelé aux différentes candidates à ces élections que dans quelques jours ou semaines, elles vont rejoindre leurs circonscriptions respectives pour solliciter les suffrages qui les conduiront soit à l'Assemblée nationale, soit au Conseil départemental ou municipal.

« Vous avez appris quel était le rôle du député ou de l'élu local. Vous avez aussi reçu les enseignements pratiques et les méthodes qui vous distingueront sur le terrain lors de la campagne. Dans chacune de ces instances, vous avez un rôle primordial à jouer; celui de participer à la résolution des problèmes de la



Nation et de la population », a prévenu Emilienne Raoul, avant d'inviter ces dernières à continuer à se former, à rechercher ou créer avec leurs homologues des espaces d'échanges. « Notre pays a besoin de toutes ces intelligences pour maintenir le cap du développement », a-t-elle dit.

Précisons que plusieurs thèmes d'intérêt général ont marqué cette formation, au nombre desquels celui portant organisation des élections dans un pays ainsi que le bureau de vote. Le cheminement de toutes les opérations électorales, de la révision des listes jusqu'à la proclamation des résultats par le ministre en charge des élections, a été détaillé par Fernand Bandendissa, membre du CPFP, et Lucien Banga, délégué de la direction générale des collectivités locales.

Jean-Jacques Koubemba

EDUCATION

Les travaux d'équipement du CNFICE prendront fin ce mois

C'est après avoir équipé l'ensemble du Centre national de formation initiale et continue des enseignants (CNFICE) de Mouyondzi, dans le département de la Bouenza, que la date de son inauguration sera connue.

« Le travail en termes d'équipement est à 60%. Concernant les tables bancs, le pourcentage d'installation est à 100% », a expliqué Magloire Tchitembo, directeur général de Clo Services, l'entreprise chargée d'équiper le CNFICE. Propos tenus lors de la descente des ministres du secteur de l'éducation, notamment celle chargée de l'Enseignement supérieur, Delphine Edith Emmanuel; celui de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou; et de l'Enseignement technique, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé. Selon Magloire Tchitembo, l'équipement au niveau des logements et des bureaux finira cette semaine.

L'installation des équipements en cours concerne les quatre établissements d'application, les salles multimédias, les laboratoires des sciences de la vie et de la terre, de physique chimie et d'autres compartiments. Le CNFICE est, en effet, un complexe doté, entre autres, d'un collège d'une capacité de 1 600 élèves en deux vagues ; un lycée : 2000 élèves pour deux vagues ; une école primaire : 800 élèves pour deux vagues ; un préscolaire de 80 apprenants...

La ministre chargée de l'Enseignement supérieur, Delphine Edith Emmanuel, a indiqué le CNFICE obéit à la nécessité d'améliorer le système éducatif congolais. « Une formation de bonne qualité car l'éducation permet de disposer d'un capital humain utile au développement du pays », a-t-elle déclaré, soulignant que la formation initiale et continue des enseignants permet d'avoir des produits de qualité, allusion faite aux élèves qui sont formés par ces derniers. A propos de la date de l'inauguration de ce centre mythique ayant formé plusieurs femmes cadres de ce pays, la ministre Delphine Edith Emmanuel a évoqué un avenir proche étant donné que les travaux d'équipement finiront à la fin de ce mois.

Rominique Makaya



Le CNFICE en cours d'équipement/DR

DURQUAP

Le budget 2022 fixé à plus de dix-huit milliards FCFA

Le comité de pilotage (Copil) du projet de Développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap) a adopté, le 5 mai à Brazzaville, à l'issue de sa sixième session, le budget de l'exercice 2022. Le montant retenu s'élève à 18 134 075 256 milliards FCFA.

Outre le Plan de travail et budget annuel (PTBA) 2022, plusieurs autres documents ont été aussi adoptés. En effet, le budget permettra la réalisation de quarante-cinq activités d'ici à la date de sa clôture (30 juin). En vue d'achever les travaux en cours d'exécution à Brazzaville et Pointe-Noire qui risquent d'aller au-delà de la date de clôture, une prolongation de quatre mois a été sollicitée par la coordination. Le budget en rapport avec cette prolongation est estimé à 610 486 224 FCFA.

Pour le coordonnateur du projet Durquap, Alain Alfred Eléli, cette sixième session a permis à toutes les parties prenantes d'examiner et d'adopter le PTBA 2022. Le point sur l'extension du projet a également été au cœur des échanges. « Le projet va se clôturer le 30 juin 2022. Nous sommes en négociation avec la Banque mondiale en sa qualité de partenaire technique et financier pour obtenir une extension de trois à quatre mois en vue d'achever la totalité des activités et clôturer à bien le projet », a expliqué Alain Alfred Eléli. Il a également fait savoir que le gouvernement est en pourparlers avec la Banque mondiale pour un



Les participants à la sixième session du comité de pilotage du projet Durquap/Adiac

éventuel Durquap 2 pour intégrer les activités du Durquap1 et du Projet eau, électricité et développement urbain (Peedu).

Conscient du fait que la première phase du projet touchera à sa fin en juin prochain, Ferdinand Sosthène

Likouka, président du Copil, a signifié que les négociations avec la Banque mondiale pour l'extension de celui-ci ont déjà été entamées. « ... Notre volonté est de redécoller à nouveau avec un Durquap 2. Le nom du projet ne sera peut-

être plus le même car il s'agira là d'une continuité en jumelage du Durquap actuel et l'ancien Peedu », a-t-il déclaré.

Lors de cette séance de travail, il s'agissait pour les participants d'examiner le rappel des orienta-

tions Copil, octobre 2021 ; le rapport d'activités annuelles 2021 ; la présentation du Plan de passation des marchés allant de janvier 2021 à juin 2022 ; la présentation de la note de synthèse sur les activités des plans d'actions de réinstallation ; la présentation des activités parcourues dans la période d'extension (18 mai 2021 au 30 juin 2022).

Cette sixième session a réuni les représentants des ministères de l'Aménagement, du Plan, des Finances, de la Construction, des Affaires foncières, des mairies de Brazzaville et Pointe-Noire et des membres du comité de pilotage du Durquap.

Pour rappel, le Durquap est un projet de restructuration des quartiers précaires cogéré par le gouvernement et la Banque mondiale. Il est financé par un prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement à hauteur de 44,304 milliards FCFA. Le projet a été mis en vigueur depuis le 7 avril 2017 et devait se clôturer le 18 mai 2018. Il a connu une extension depuis le 19 mai 2021 pour être enfin clôturé le 30 juin prochain.

Gloria Imelda Lossele

DÉLINQUANCE JUVÉNILE

L'Association les amis des enfants propose une ébauche de solution

Les participants à la séance de sensibilisation des chefs de quartier et parents des enfants sur les arrestations illégales des mineurs dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, Djiri, organisée récemment par l'Association les amis des enfants (AAE), ont demandé à l'Etat et aux organisations non gouvernementales de construire des centres d'éducation et de rééducation pour les enfants, afin de lutter contre la délinquance juvénile.

Se fondant sur certaines dispositions de la loi portant protection de l'enfant en République du Congo, encore appelée « La loi Potignon », les communications ont porté sur l'analyse de la situation et des causes des arrestations ainsi que des détentions illégales des mineurs. Les participants ont été également sensibilisés sur l'irresponsabilité des parents ; la fragilité des institutions censées protéger l'enfant ; le manque de censure de certains programmes non éducatifs par l'Etat ; l'irresponsabilité des enfants eux-mêmes. « La place de l'enfant ne doit pas être dans les cachots ou les prisons ou des lieux privés de liberté », a déclaré Michel Carel Tsendou, soulignant la nécessité de renforcer les capacités des services de police.

Il a, par ailleurs, invité les différents acteurs à observer les articles 13, 53, 64, 22, 47 et 41 de la loi Potignon. La loi n°4-2010 du 14 juin 2010 vise, en effet, à assurer à l'enfant qui est inséré dans son

milieu de vie une protection prenant en compte sa vulnérabilité physique et psychologique ; à mettre sur pied un mécanisme de protection garantissant à l'enfant une meilleure connaissance et un meilleur respect des droits. Il s'agit aussi d'élever l'enfant dans le sens de l'identité nationale et de la citoyenneté, de la fidélité et de la loyauté au Congo.

Les articles 73-79 donnent un canevas pour régler le problème des «bébés noirs», «kulunas» en proposant les principes à suivre. Ainsi, pour les participants, la construction des centres d'éducation et de rééducation

« La place de l'enfant ne doit pas être dans des lieux de privation de liberté »

tion pour les enfants par les pouvoirs publics et autres partenaires permettra de pallier le problème de délinquance dans les quartiers. Le président de l'AAE, Cian Quevai Yoka, de son côté,



Des participants à la séance de sensibilisation/DR

a rappelé l'importance de renforcer les capacités des chefs de quartier et des parents sur les textes et de les associer dans la lutte contre

pour les jeunes déscolarisés de 12 à 18 ans. « L'AAE a beaucoup de projets pour les jeunes enfants dont l'organisation de séances

lieux scolaires », a-t-il annoncé.

A la fin de l'activité, une bande dessinée intitulée « L'enfant d'avenir » a été distribuée aux participants. Notons que cette séance de sensibilisation a été financée par l'Union européenne via les organisations non gouvernementales Agir ensemble pour les droits humains et l'Observatoire congolais des droits de l'homme. Elle s'est déroulée après celles de Moundou et Ouenzé en 2021.

Parfait Wilfried Douniama

les arrestations illégales des mineurs. Selon lui, son organisation non gouvernementale envisage de créer des centres de formation ou d'apprentissage des métiers

de théâtre pour vulgariser leurs droits ; la création des centres de formation pour les jeunes, la remise des dons aux orphelinats et l'assainissement des mi-

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Le lycée de Tchikapika ouvrira ses portes à la rentrée prochaine

A l'issue d'une descente effectuée à Tchikapika, dans le département de la Cuvette, pour s'enquérir du niveau d'avancement des travaux du lycée en construction, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a assuré que les élèves de la localité ne vont plus parcourir des kilomètres ou encore aller vers d'autres destinations pour parfaire leurs études secondaires. « Dès la rentrée scolaire prochaine, les portes du lycée seront ouvertes », a assuré le ministre.

Le but visé par l'érection d'un lycée à Tchikapika et dans d'autres localités de l'arrière-pays est de rapprocher l'école de la population. Dans



Le lycée de Tchikapika en construction/DR

les contrées où il n'y a pas de lycée, il arrive que certains élèves ne parviennent pas à poursuivre les études secondaires, les parents n'ayant pas les moyens nécessaires pour supporter des charges liées à leur déplacement vers d'autres localités en vue d'achever le cycle au niveau du lycée.

Aussi, il est question pour les pouvoirs publics d'atteindre l'objectif du développement durable 4 des Nations unies : assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Ainsi, dès la rentrée prochaine, les jeunes de Tchikapika ne quitteront plus la localité pour parfaire le secondaire ailleurs.

Rominique Makaya

CENTRAFRIQUE

L'état des finances publiques « très préoccupant »

La situation des finances publiques en Centrafrique est « alarmante », a déclaré le ministre des Finances et du budget, Hervé Ndoba, dans un communiqué transmis le 4 mai à l'Agence France presse.

Deuxième pays le moins développé au monde selon l'Organisation des Nations unies (ONU) et en guerre civile depuis neuf ans, « la situation s'annonce très préoccupante pour la trésorerie de l'État », a affirmé Hervé Ndoba, évoquant une « situation alarmante ». Il a poursuivi que « L'avenir paraît très incertain pour les finances publiques et l'économie nationale ». La Centrafrique, pays d'environ 5,5 millions d'habitants, est le théâtre depuis 2013 d'une guerre civile qui a toutefois considérablement baissé d'intensité depuis 2018.

En juin 2021, la France, ancienne puissance coloniale, avait annoncé le gel « jusqu'à nouvel ordre » de son aide budgétaire, de l'ordre de dix millions d'euros, à la Centrafrique, jugée « complice » d'une campagne antifranaçaise téléguidée par la Russie.

Offensive rebelle

En décembre 2020, la Russie a dépêché d'urgence des centaines de paramilitaires au secours de l'armée démunie du président Faustin Archange Touadéra, pour repousser une offensive rebelle qui menaçait Bangui. L'ONU, la France et des organisations non gouvernementales internationales estiment qu'il s'agit en fait de « mercenaires » du groupe de sécurité privé Wagner, et que le pouvoir centrafricain a placé le pays sous la coupe de ce groupe russe qui « pille » ses ressources en échange de son soutien militaire.

« En l'absence des financements extérieurs, l'État n'est plus en mesure d'exécuter le budget initial de manière intégrale », selon le communiqué du ministère de l'Économie, qui évoque également « des coupes de 40 à 60% dans le budget » de certains ministères, sans préciser lesquels.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

MALI

Le Togo, médiateur entre les autorités et les institutions internationales

En visite de travail à Lomé, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, et son homologue togolais ont annoncé, le 4 mai, que le président Faure Gnassingbé a accepté d'être le médiateur dans la crise politique au Mali.

La délégation malienne a demandé au Togo de jouer les médiateurs entre Bamako et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), d'une part, ainsi qu'avec la communauté internationale, d'autre part. « Nous avons, au nom du président de la transition, sollicité le président Faure Gnassingbé pour faciliter le dialogue avec les acteurs régionaux et plus largement le dialogue avec l'ensemble de la communauté in-

ternationale pour trouver un compromis pouvant nous permettre de sortir de la crise », a déclaré Abdoulaye Diop. Selon lui, la situation dans laquelle se trouve le Mali « nécessite qu'on fasse preuve de génie politique ». En outre, il a affirmé qu'en raison de la situation sécuritaire et du besoin de réformes, le Mali avait besoin de vingt-quatre mois pour rétablir l'ordre constitutionnel.

Depuis le coup d'État militaire en août 2020, le Mali est en proie à de

graves troubles. La junte arrivée au pouvoir a promis de rétablir un régime civil, mais elle est sous le coup de sanctions de la Cédéao pour avoir ignoré un engagement antérieur d'organiser des élections en février cette année. Les relations entre la France et les militaires maliens se sont détériorées en raison de leurs différends concernant la présence des troupes françaises au Mali pour combattre les groupes djihadistes.

Yvette Reine Nzaba

NIGERIA

Antonio Guterres plaide pour un retour des déplacés

En visite au Nigeria, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) a appelé à un retour des déplacés, victimes du terrorisme.

Depuis plus de dix ans, le nord du Nigeria est confronté à des violences djihadistes. Le chef de l'ONU, qui a visité un camp de réhabilitation d'anciens combattants terroristes, a aussi plaidé pour leur réintégration dans la société pour favoriser la paix dans le pays. « Nous avons demandé 351 millions de dollars supplémen-

taires dans le cadre sur un total de 1,1 milliard de dollars pour notre plan d'intervention humanitaire pour le Nigeria. Mais malgré tout ce que j'ai vu, les personnes que j'ai rencontrées restent déterminées à retourner dans leurs communautés et à reprendre leur vie », a déclaré le secrétaire général de l'ONU.

Outre le terrorisme, le nord du pays est confronté à différentes crises comme le changement climatique qui a entraîné des conflits pour des ressources limitées, notamment entre

agriculteurs et éleveurs. « Il ne peut y avoir de meilleure assurance que le monde est avec nous alors que nous affrontons les organisations terroristes extrémistes, la faim et les énormes problèmes de millions et de millions de personnes déplacées », a déclaré, pour sa part, le président nigérian, Muhammadu Buhari. Depuis 2009, les groupes terroristes dans le nord-est du Nigeria comme Boko Haram ont fait plus de 40 000 morts et plus de deux millions de déplacés.

J.M.L.

PROVINCES DU NORD-KIVU ET DE L'ITURI

Une requalification de l'état de siège en vue

Une table ronde sur l'avenir à réserver à l'état de siège instauré depuis maintenant une année dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sera bientôt organisée en République démocratique du Congo.

La décision a été prise lors de la réunion élargie présidée le 4 mai à la cité de l'Union africaine par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à laquelle ont pris part le Premier ministre et quelques membres du gouvernement, les caucus des députés nationaux du Nord-Kivu ainsi que de l'Ituri, des officiers de l'armée et de la police nationale congolaise.

Il a été question, lors de cette importante réunion, de faire au chef de l'État un rapport détaillé de la récente mission effectuée par le chef du gouvernement dans les provinces sous état de siège. La convocation d'une table ronde devant décider de l'avenir de l'état de siège a été vivement saluée par le caucus des députés du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Ces élus attendent des prochaines assises des propositions concrètes pour rame-



Les députés membres des caucus du nord-Kivu et de l'Ituri/DR

ner la paix dans cette partie du pays. Les Commissions

défense et sécurité de l'Assemblée nationale et du

Sénat promettent, quant à elles, d'apporter tout leur

« Une décision va être prise avant la session parlementaire en cours... la décision ne consistera peut-être pas à lever mais à changer de stratégie. On va dire requalifier l'état de siège ».

Alain Diasso

appui pour la réussite de cette table ronde.

Avec cette convergence de vues, tout porte à croire que les prochaines assises pourront déboucher sur de bonnes pistes devant permettre de pacifier l'est de la République démocratique du Congo.

Faisant la restitution de cette entrevue, le député national Bertin Mubonzi a indiqué que le chef de l'État a décidé qu'il y aura une table ronde élargie, à l'instar du Conseil de sécurité élargi où l'on va avoir les députés de deux caucus (Nord-Kivu et Ituri, Ndlr) et les Commissions défense et sécurité de l'Assemblée nationale et du Sénat. Et d'ajouter : « Une décision va être prise avant la session parlementaire en cours... la décision ne consistera peut-être pas à lever mais à changer de stratégie. On va dire requalifier l'état de siège ».

PROVINCE DE LOMAMI

Des journalistes formés à la couverture médiatique impartiale des élections

En marge de la célébration de la Journée internationale de la presse le 3 mai, des professionnels de média de la province de Lomami ont participé à un atelier organisé au chef-lieu, Kabinda, par l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa). Plus d'une trentaine de journalistes de cette ville et de Mwene-Ditu ont pris part aux travaux qui ont eu lieu dans en ce moment de fièvre électorale caractérisée par la campagne pour le scrutin des gouverneurs de province.

Le représentant de l'Olpa, Alain Kabongo Mbuyi, a expliqué que la rencontre est la première de l'année 2022 dans le cadre du projet de renforcement des capacités des médias indépendants durant le processus électoral en République démocratique du Congo (RDC), appuyé par la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Il a relevé les motivations profondes de l'Olpa qui a fêté ses 18 ans d'existence le 3 mai, bravant les difficultés d'accès dans la province de Lomami pour former les journalistes sur le traitement de l'information électorale. Il a exhorté l'autorité provinciale à accompagner les médias dans l'accomplissement de leur mission d'informer la population.

Ouvrant l'atelier, le gouverneur par intérim de Lomami, le Dr Kazadi Tshiput, a rappelé que le 3 mai était une journée symbolique pour les journalistes du monde entier, destinée à célébrer la Journée mondiale de la liberté de la presse.

Pour 2022, a souligné le gouverneur par intérim, le thème choisi, « Le journalisme sous l'emprise du numérique », est aussi interpellateur. Il a indiqué que le gouvernement provincial de Lomami a salué l'initiative de l'Olpa d'organiser ces assises axées essentiellement sur le traitement de l'information électorale par les médias de Kabinda. Pour le Dr Kazadi Tshiput, cette activité a été d'une grande portée au moment où la Commission électorale nationale indépendante est engagée dans l'organisation du scrutin des gouverneurs. « *Le chef du gouvernement national a officiellement rassuré que les élections se tiendront l'année prochaine en 2023...* », s'est-il convaincu, appelant Olpa à penser aussi à former d'autres journalistes locaux à l'instar de ceux œuvrant à Luputa, Ngandajika, Lubao, etc. Il a, par ailleurs, invité les participants à capitaliser les acquis de ces assises pour le bien-être de la communauté « *qui a plus besoin de bonnes informations puisées à la source et non des fake news distillées à longueur des journées dans les réseaux sociaux* ».

Des leçons pour mieux informer Dans le cadre de cet atelier, le chef des travaux à l'Université Notre dame de Lomami, René Mpanya Mayombo, un des orateurs, s'est appesanti sur les bonnes et mauvaises expériences de couverture médiatique des processus électoraux de 2006,

2011 et 2018 dans cette province. Il a puisé dans son expérience comme agent électoral, au cours des cycles électoraux précités, pour analyser sans complaisance la couverture médiatique durant les trois cycles et tirer des leçons tirées. « *L'éducation de la masse populaire pour avoir de bonnes élections, par le truchement des médias, a été un grand défi lors des cycles électoraux* », a-t-il dit.

Pour sa part, le ministre provincial des Médias par intérim, Jean-Marie Muhala Kitengie, est revenu sur la politique com-

professionnels bafouent l'ABC de leur métier.

De son côté, le coordonnateur du Cadre de concertation provinciale de la société civile de Lomami, Dieudonné Ngoyi Kiuma, a lui jeté un regard critique sur le travail de la presse locale. Il a défini le journaliste comme une personne qui recueille, cherche, vérifie, écrit puis distribue des informations sur tout type de support média (presse écrite, radio, télévision et les technologies de l'information et de la communication du web). Dans un premier temps, il a relevé les points forts

sibles à la liberté de la presse, constatées dans certains médias, en ligne et hors ligne, il a lancé, au nom de l'UNPC/Lomami, un appel urgent aux instances de régulation et d'autorégulation, d'entamer, sans délai et sans atermoiements, le travail de « salubrité médiatique » tel que décidé par les Etats généraux de la presse, afin d'assainir la corporation et de promouvoir un journalisme respectueux des règles d'éthique et de déontologie professionnelle. Il a, enfin, sollicité d'Olpa d'organiser les formations des journalistes de cinq terri-

dans la province. Il a également identifié les points forts, les dérives, les obstacles rencontrés, avant de proposer des pistes de solution pour une meilleure couverture médiatique des élections des gouverneurs et autres à venir. Le respect de la réglementation sur la subvention des médias, l'implantation des organisations corporatives à Lomami, la vulgarisation du Code d'éthique et de déontologie professionnelle, la multiplication des séminaires de formation sont parmi les recommandations de ces différents groupes de travail.

Séance tenante, une collecte des fonds a été initiée par le représentant de l'Olpa pour doter l'UNPC/Lomami d'un siège de location. Plusieurs responsables des radios locales ont souscrit à cette idée afin d'organiser la profession dans cette province.



Des participants à l'atelier organisé par Olpa/DR

municationnelle du gouvernement provincial de Lomami et le niveau de collaboration avec les médias locaux. Il a défini les libertés dont jouissent les journalistes ainsi que leurs limites, expliquant que la liberté de presse ne rend pas les journalistes électrons libres. Quant à la politique communicationnelle de la province, le ministre a indiqué que le renforcement des capacités des journalistes est une préoccupation du gouvernement provincial, qui insiste sur le respect de l'éthique et la déontologie de leur profession. Jean-Marie Muhala Kitengie a souligné que la presse est un partenaire technique de l'autorité provinciale et non un service négligeable.

A l'en croire, la collaboration avec la presse est au beau fixe dans cette entité, malgré certains cas d'égarement gérés en douceur. Il a, par contre, déploré les difficultés qu'il éprouve pour gérer les médias en ligne dont la réglementation pose problème en ce moment où plusieurs pro-

de la presse locale de Lomami où les journalistes travaillent presque bénévolement, se forçant de faire l'essentiel. Dans un second temps, il a cité quelques faiblesses dont le manque de professionnalisme, de formation, etc.

Le président provincial de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) de Lomami, Johnny Kasongo, s'est penché sur la problématique de la liberté de presse dans la province. Après avoir dressé un tableau sombre de la situation à Lomami, il a appelé l'autorité à décréter, sans délai, un moratoire sur les arrestations et emprisonnements des journalistes tel que décidé par les Etats généraux de la presse, d'accélérer la mise en place d'un mécanisme national de sécurité et de protection des journalistes et de lutte contre l'impunité des violences faites aux professionnels des médias.

Face à la montée du discours de la haine et à la recrudescence des dérives déontologiques, nui-

toires et deux villes de Lomami sur différentes thématiques avant les élections de 2023. Il a notamment proposé de les entretenir sur la manière d'animer professionnellement un débat-radio électoral, de tenir une émission en période électorale, sur les droits fondamentaux et le cadre légal de la presse, sur le travail du journaliste avant, pendant et après les élections, etc.

Dans les travaux en groupes, le premier s'est penché sur la « collaboration entre les institutions provinciales et la presse locale ». Il a fait l'état des lieux de la collaboration avec les institutions de la province, avant d'identifier les points forts et les faiblesses. Ce groupe a, enfin, proposé certaines recommandations pour le succès de cette collaboration entre les médias et les institutions provinciales.

Le second groupe s'est penché sur « les défis de la couverture médiatique des élections », dressant un bilan de la couverture médiatique des élections de 2018

Des journalistes libérés à Bumba

Dans un autre chapitre, l'Olpa a dit prendre acte de la libération d'Albert Muhila, Dieu Agba et Patrick Gbondo, journalistes à Radio Mwana Mboka, station privée émettant à Bumba, à 106 km de Lisala, chef-lieu de la province de Mongala. Cette organisation a indiqué que ces journalistes ont été libérés, le 4 mai, après douze jours de détention à la prison centrale de Bumba. Une caution de 350 000 Francs congolais (équivalent de 175 dollars américains) a été payée.

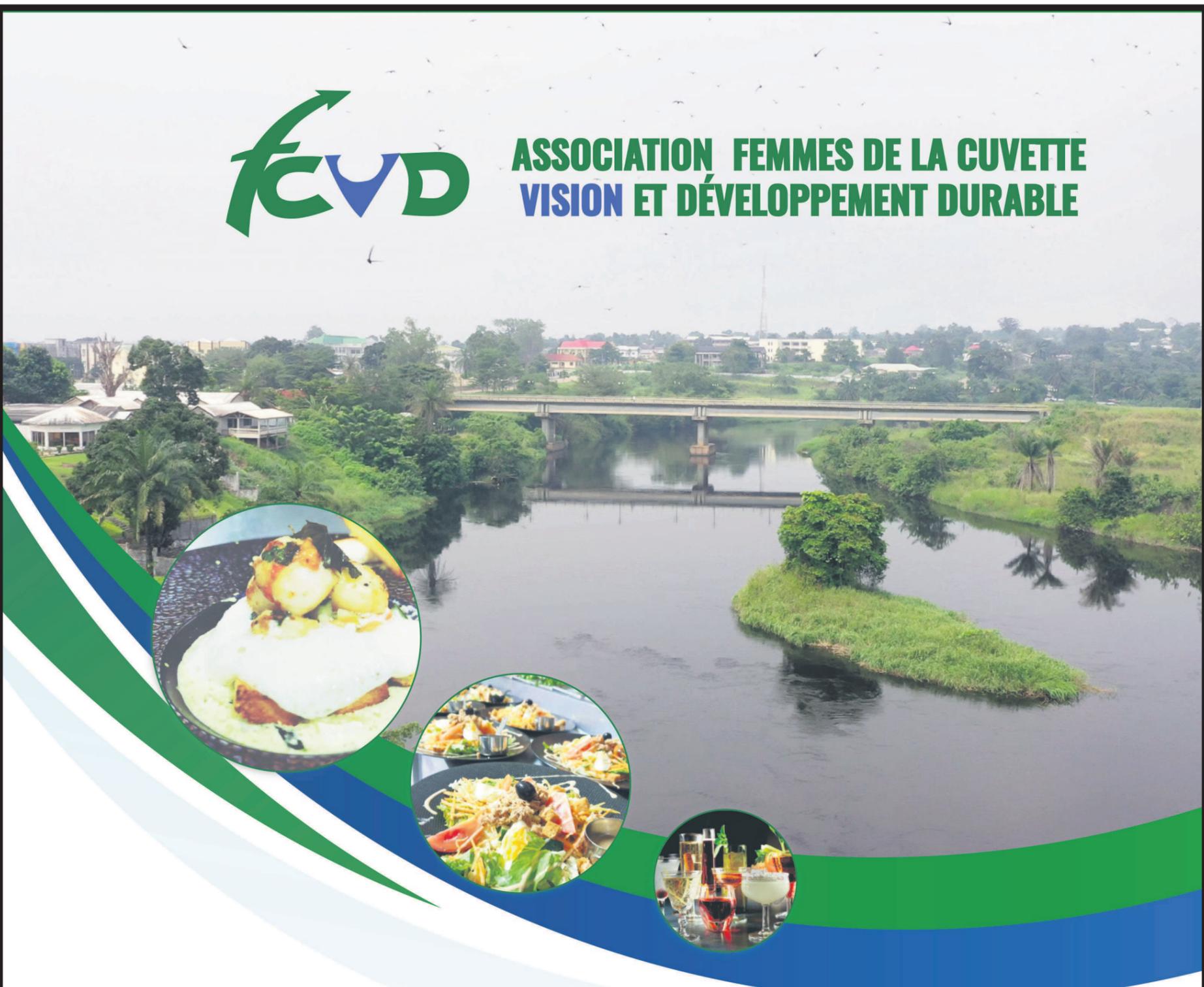
Tout en prenant acte de cette remise en liberté, Olpa condamne néanmoins la procédure ayant conduit à l'incarcération des journalistes. « *Il s'agit manifestement d'une atteinte à la liberté de presse garantie par la loi congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme* », a-t-elle souligné.

Ces professionnels des médias, a rappelé Olpa, ont été interpellés le 22 avril dernier au siège de leur radio par des éléments du Groupe mobile d'intervention de la police nationale congolaise /Bumba, puis transférés à la prison centrale de cette ville. Cette interpellation est intervenue après la diffusion de l'émission « Bosome bosolo », en français Justice et vérité, présentée par Dieu Agba, au cours de laquelle ses invités ont émis des critiques sur les actions du vice-Premier ministre et ministre en charge de la Fonction publique, Jean-Pierre Lihau.

Lucien Dianzenza



ASSOCIATION FEMMES DE LA CUVETTE
VISION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



FESTIVAL CULINAIRE D'OWANDO

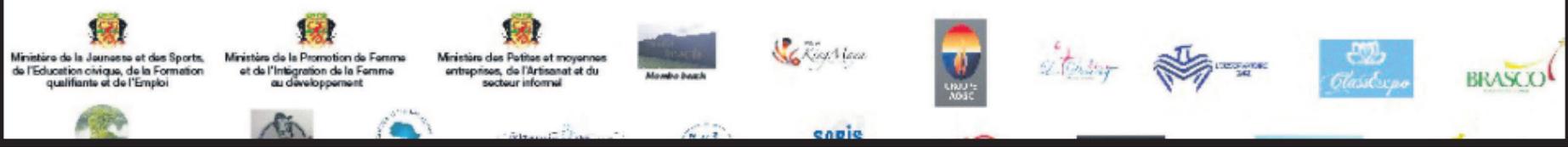
Du

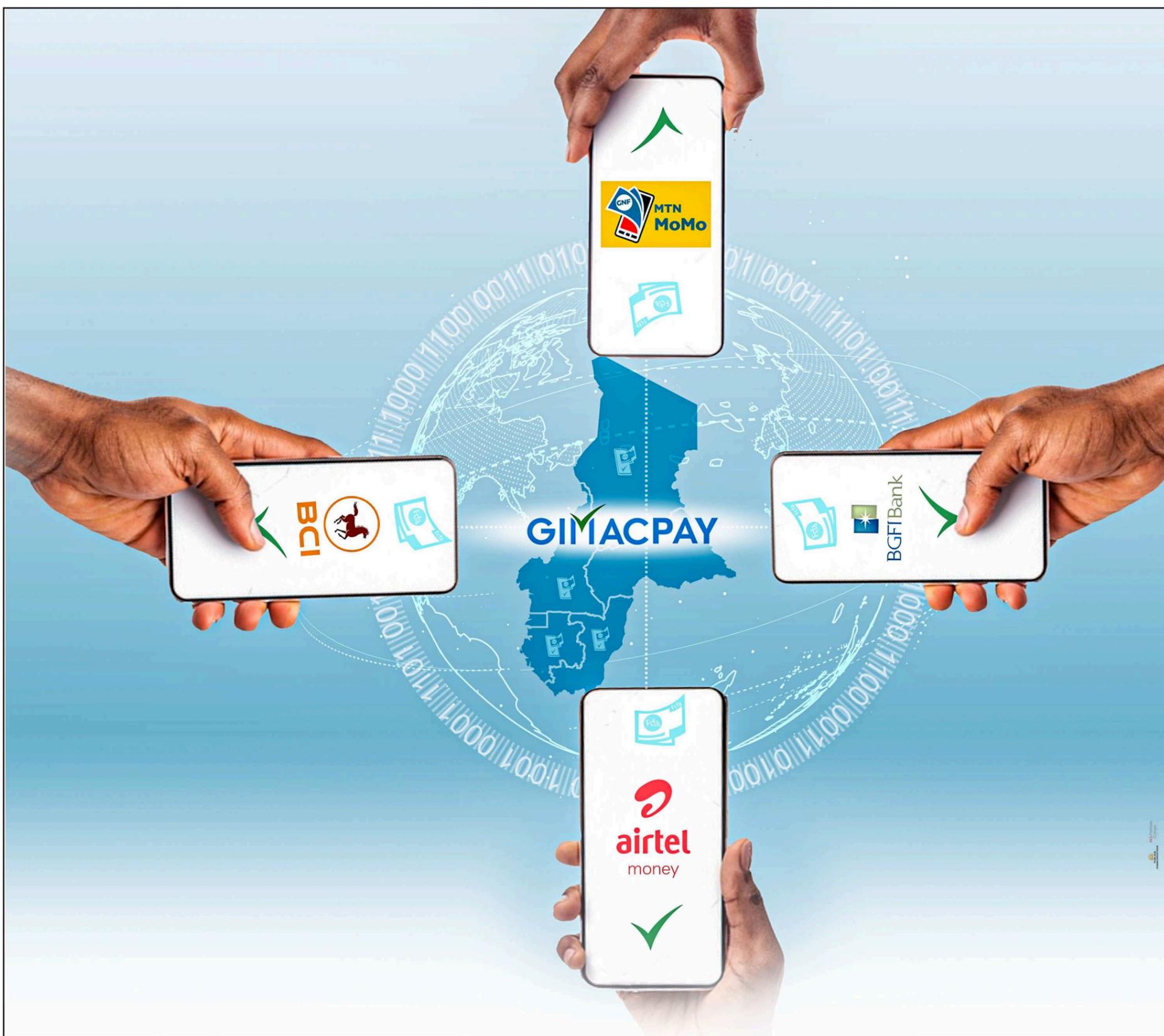
1^{er} - 08

mai 2022

Département de la Cuvette

*à Mombo beach De 8h à 22h
Visitez Owando et dégustez
les mets et boissons de nos contrées !*





Effectuez vos **transferts** vers tous les réseaux mobiles ou bancaires dans la **CEMAC**.

Service Disponible:



GIMACPAY Facilite vos transactions financières



DISPARITION

Serge Kiambukuta sera inhumé ce week-end

Dans un communiqué diffusé à la radio à Kinshasa, la famille du chanteur disparu le 1^{er} mai annonce qu'elle organise une veillée funéraire, ce 6 mai, dans la salle Koffi, à Gombe, en parallèle à celle programmée en France.

Le deuil organisé jusqu'ici dans la parcelle familiale à Movenda prendra fin avec l'inhumation annoncée le 7 mai, à Paris, en France. La dépouille de Serge Kiambukuta, né Serge Lemvo Nzobazola Kiambukuta, ne sera donc pas rapatriée à Kinshasa à l'instar de certains autres chanteurs décédés avant lui. Il sera porté en terre en présence des siens, notamment son fils, le rappeur Ninho, presque une semaine après son décès à 73 ans, à l'hôpital Henri Mondor à Créteil suite à un cancer de la gorge.

A la suite de la disparition de son géniteur, le célèbre rappeur William Nzobazola, alias Ninho, a résolu de reporter tous les concerts de sa tournée du mois de mai. Il devait notamment en livrer deux à la veille des funérailles, les 5 et 6 mai au Zénith Nantes Métropole. Sa production a néanmoins prévenu qu'en attendant les prochaines dates, le « Jefe Tour » qui devait le conduire notam-



ment à Strasbourg, Lyon, Dijon et Orléans reprendra dans un mois. L'on sait, à cet effet, qu'il se produira le 4 juin au stade

Pierre-Mauroy de Lille. Les fans devront donc prendre leur mal en patience, le temps que l'artiste fasse son deuil et soit

de nouveau à mesure de remonter sur scène. Par ailleurs, les billets restent valables pour les nouvelles dates de concert.

Et ceux des fans qui, pour une raison ou une autre, ne pourront plus y prendre part, seront remboursés dans les points de vente où ils avaient acheté les billets.

De la biographie du défunt, issu d'une famille de chanteur, dont le plus notable est son aîné Josky Kiambukuta, également disparu l'an dernier, l'on retiendra qu'il fut un ancien chanteur de Grand Zaïko Wawa. Membre de l'orchestre de Pépé Felly Manuaku, alors qu'il connaissait ses heures de gloire, il est notamment l'auteur des tubes «Amour perdu» et «Tempête du désert». Il avait alors comme compagnons Chekedan, Jeffard Lukombo, Chimita et Mumbata Joe Poster. Du reste, feu Serge Kiambukuta avait également signé de brillantes collaborations avec certains autres de ses pairs, dont Madilu Système. Il en a eu aussi plusieurs avec son frère Josky Kiambukuta dont la chanson «Vaccination».

Nioni Masela

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

L'art dans sa **Généralité,** de la **Tradition** à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sastou Nguesso immeuble les manguiers (Molla) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

CHAN 2022

Les Léopards locaux invités à un tournoi amical en Algérie

L'équipe A' de la République démocratique du Congo de football va participer à un tournoi amical international en Algérie, une occasion pour son nouveau sélectionneur, Otis Ngoma, de se faire une idée de ce groupe au moment où le championnat national est arrêté depuis plus de deux mois.

Les Léopards locaux sont invités par la Fédération algérienne de football à prendre part à un tournoi international à partir du 15 mai, en Algérie, en prévision des éliminatoires de la septième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) prévue du 8 au 31 janvier 2023. Secrétaire général de la Fédération congolaise de football association, Belge Situatata a confirmé la participation congolaise. « L'Algérie, qui va abriter le Chan, organise un tournoi sous format d'un mini-championnat. Nous sommes parmi les nations qui sont invitées. Ce tournoi va permettre au sélectionneur, Otis Ngoma, et à son staff d'avoir des joueurs sous leurs mains », a-t-il affirmé.

Récemment désigné sélectionneur des Léopards A', Otis Ngoma a lui aussi réagi à propos la tâche qui l'attend. « Je crois que c'est grâce au travail, grâce à nous tous, grâce à cette solidarité congolaise que nous arriverons à l'ob-



Des Léopards locaux à l'échauffement DR

jectif de qualifier cette équipe pour la phase finale », a-t-il dit. Notons-le, le championnat de la Ligue nationale de football est arrêté depuis plusieurs semaines et les joueurs évoluant au pays qui doivent constituer

l'effectif des Léopards A' sont en manque de compétition. C'est donc un travail sérieux qu'Otis Ngoma devra réaliser, avec surtout la récupération physique et athlétique.

Il pourrait cependant recompo-

ser son effectif avec le groupe des joueurs locaux ayant pris part aux deux stages au Caire, en Egypte, et à Bahrein dans le golfe. Il y a eu, par exemple, les gardiens de but Hervé Lomboto du Daring Club Motema Pem-

be (DCMP), Archimède Pululu (Renaissance du Congo) et Baggio Siadi Ngusia de Mazembe. Les défenseurs Ordy Simete Taboria (Maniema Union), Ernest Luzolo Sita (Mazembe), Kevin Mondeko Zatu (Mazembe), Christian Kayembe Ndotoni (DCMP), Amédée Masasi (Mazembe), Mika miche (Lupopo), Mukoko Tonombe (Mazembe), Karim Kimvuidi (DCMP), Maxi Mpia Nzengeli (Maniema Union), Glody Lilepo Makabi (V.Club), Jonathan Ikangalombo (DCMP), Mercey Ngimbi Mvumbi (Mazembe), Trésor Mputu Mabi (Mazembe), Rodrigue Kitwa Kalowa (Maniema Union), Kelvin Bileko Mbaki (Mazembe) et Adam Bossu Nzali (Mazembe).

Les Léopards A' ne connaissent pas encore leurs adversaires des éliminatoires qui débutent en juillet prochain. La Confédération africaine de football a reporté à une date ultérieure le tirage au sort des équipes initialement prévu le 29 avril dernier.

Martin Engimo



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO

MOKO BANA MBOKA



Assurance tous risque
chantier



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

CAN 2023

Hector Cuper va modifier l'effectif des Léopards

Au sortir de la réunion d'évaluation avec le comité exécutif de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) et la direction technique nationale, le technicien argentin, Hector Cuper, a déclaré que l'effectif des Léopards va être renforcé.

Le sélectionneur des Léopards de la République démocratique du Congo, l'Argentin Hector Cuper, a participé à une réunion d'évaluation, le 4 mai à Kinshasa, avec le comité exécutif de la Fécofa et la direction technique nationale. La rencontre a été dirigée par le président intérimaire de la Fécofa, Donatien Tshimanga, avec à ses côtés le directeur technique national, Médard Lusadusu, et le conseil technique, Santos Mutila. Le parcours de la sélection aux éliminatoires de la Coupe du monde a été passé au crible, depuis la phase des groupes et le barrage face au Maroc. Les Léopards, rappelle-t-on, n'ont pas réussi à se qualifier pour la phase finale de la Coupe du monde Qatar 2022.

Hector Cuper, dont le contrat n'a pas été résilié en dépit de l'objectif raté de qualifier le pays pour le Mondial, a eu ces mots au sortir de cette réunion d'évaluation : « *Il y a eu de bonnes et mauvaises choses concernant la campagne des éliminatoires du Mondial. La preuve est que l'équipe a été parmi les dix nations qui ont disputé les barrages. Le point négatif, c'est qu'elle a été éliminée et j'assume en tant responsable technique* ».

Parlant des Léopards pour la suite, il a indiqué qu'il va procéder à des variations, quelques semaines avant le début des éliminatoires de la 34e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2023. « *Nous n'allons pas tout changer au regard de notre*

élimination lors des matches de barrage du Mondial. Sinon, il faut changer même le coach. Surtout que tout ce que nous avons fait n'était pas mauvais. Mais, du moins, il y aura des modifications dans l'équipe. Nous devons avoir les meilleurs joueurs dans la sélection pour mieux aborder les éliminatoires de la CAN Côte d'Ivoire 2023 qui débutent en juin prochain. Nous devons donc rester optimistes », a-t-il laissé entendre.

Mwinyi Zahera dans le staff, amical contre Ukraine à Bruxelles...

L'on signale que la Fécofa a incorporé l'ancien sélectionneur adjoint Mwinyi Zahera dans le staff technique. Il avait été sélectionneur adjoint de Florent Ibenge, avant d'être sélectionneur des Léopards locaux. Il se retrouve dans le staff technique national des A après plusieurs mois sans fonction et devient le troisième assistant. Désormais, Hector Cuper sera secondé par Jose Fantaguzzi comme premier assistant, Mwinyi Zahera



Hector Cuper à la réunion d'évaluation avec le comité exécutif de la Fécofa/DR

comme deuxième assistant et Dauda Lupembe comme troisième assistant. Favez Mohamed est l'assistant et analyste vidéo, Antonio Sarioglu assume les fonctions de préparateur physique, Robert Ki-

diaba préparateur des gardiens de but.

En outre, l'on apprend que les Léopards vont livrer un match amical Fifa, entre le 22 et le 26 mai à Bruxelles, en Belgique, contre la

sélection de l'Ukraine, pays actuellement en proie à la guerre contre la Russie. C'est l'agent Fifa, José Ntumba Ngandu, qui a négocié cette rencontre, lui qui a été récemment désigné team manager des Léopards locaux de la République démocratique du Congo. Rappelons que les Léopards joueront les deux premières journées du groupe I des éliminatoires de la CAN 2023 le 30 mai contre les Panthères du Gabon, à Kinshasa, et le 15 juin à Khartoum contre les Crocodiles du Nil de Soudan. Ils s'opposeront en septembre prochain aux Mourabitounes de Mauritanie.

Martin Enyimo

« Il y a eu de bonnes et mauvaises choses concernant la campagne des éliminatoires du Mondial. La preuve est que l'équipe a été parmi les dix nations qui ont disputé les barrages. Le point négatif, c'est qu'elle a été éliminée et j'assume en tant responsable technique ».

SITUATION HUMANITAIRE

Le cas de la RDC demeure préoccupant

Le secrétaire exécutif de la Caritas, Boniface Nakwagelewi Ata Deagbo, a fait la déclaration récemment à Genève, en Suisse, au cours de la réunion du briefing des Etats membres des Nations unies sur la situation humanitaire en République démocratique du Congo (RDC).

Plusieurs invités ont pris la parole aux assises de Genève, notamment le coordinateur humanitaire des Nations unies, le représentant des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, le représentant des ONG nationales, ainsi que le ministre des Affaires sociales et humanitaires.

Intervenant en ligne, le secrétaire exécutif de la Caritas Congo a peint un tableau sombre de la situation humanitaire dans le pays, déplorant l'insuffisance de l'aide face aux besoins changeants,

causés par l'instabilité sécuritaire et le déplacement pendulaire de la population. Il a, en outre, plaché sur le partenariat, localisation et Grand Bargain, avant de lancer un cri d'alarme de la population affectée à la communauté internationale.

Tout en remerciant les États membres des Nations unies pour leur soutien à la RDC depuis plus de décennies, les ONG nationales ont toutefois sollicité leur assistance en dépit de la crise en Ukraine. « *Vu la gravité de la situation humanitaire*

précaire, ne pas négliger la solidarité internationale avec la RDC à cause des crises en Ukraine et ailleurs, mobiliser davantage des ressources financières permettant de réaliser effectivement le Plan de réponse humanitaire 2021-2022 en faveur de la population en détresse », ont-elles fait savoir. Elles ont insisté sur le soutien que les États membres devront apporter au gouvernement congolais pour assurer efficacement l'intégrité territoriale, la protection des personnes ainsi

que leurs biens et travailler sur les causes qui attirent les jeunes à se faire recruter dans des groupes armés.

La mise en œuvre effective du Programme de développement local des 145 territoires, lancé par le gouvernement, y contribuerait certainement. Pour ce qui est de la sécurité et de la paix en RDC, les ONG nationales ont recommandé aux Etats membres de pousser toutes les parties prenantes à respecter l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC. Elles ont profité

du cri d'alarme de la population pour recommander à la communauté internationale d'appuyer, dans le cadre de la localisation, la coordination et le renforcement de leurs capacités en vue de la pérennisation des acquis ; faciliter l'inclusion d'indicateurs pour le renforcement des capacités et transfert des compétences des acteurs internationaux aux acteurs locaux ; appuyer le groupe de référence de la RDC pour une application effective des engagements pris par les signataires de Grand Bargain.

Blandine Lusimana

CINÉMA

Le Festival du film européen fait son retour

Plus de quarante-cinq réalisations européennes et congolaises, longs et courts métrages compris, sont au cœur de la programmation de la sixième édition du Festival du film européen, annoncée du 10 au 30 mai dans dix villes sous la coordination de l'Institut français de Kinshasa.

Le Festival du Film européen (FFE) en République démocratique du Congo (RDC) marque son retour avec plus de deux cents séances de projections gratuites réparties en vingt jours dans dix villes du pays. Les centres culturels locaux, l'Alliance française de Kisangani et les antennes de l'Institut français de Kinshasa présents sur l'ensemble du territoire national sont mis à contribution pour cette sixième édition. La programmation officielle, annonce la Halle de la Gombe, est composée de « plus de trente longs métrages et plus de quinze courts métrages européens et congolais ».

À l'instar des éditions précédentes, notamment la dernière tenue en juin 2019, le FFE accueille des cinéastes internationaux invités à présenter leurs films. Pour



l'occasion, certains animent des ateliers. Ainsi, outre les projections, il est prévu une série de master class et conférences. Des formations destinées aux amateurs et professionnels de cinéma

mais aussi des rencontres avec les petits et les grands cinéphiles tout le long du festival.

En ce qui concerne les ateliers, l'on sait déjà que l'un d'entre eux sera animé par la jeune réalisa-

trice belge Sallustio Lisa. L'atelier portera sur trois sujets, à savoir la présentation de films, l'écriture et étapes de production d'un film (bourses écriture, réécriture, production, post-production...)

et la présentation du concours d'entrée à l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son français, la Fémis.

En attendant la programmation générale disponible sous peu en ligne à consulter sur <http://ffe.institutfrancais-kinshasa.org/>, l'on peut déjà y voir certains films à l'affiche. L'on y retrouve documentaires, fictions et films d'animation, de quoi contenter un large public.

Pour rappel, le FFE en RDC, lancé en 2015 par Eunic-RDC, propose des projections gratuites de films à Kinshasa, Bukavu, Kisangani et Lubumbashi. Cette sixième édition qu'organise le pôle Eunic, sous la coordination de la Halle de la Gombe, signe son retour après les deux années de pause imposée par la pandémie de covid-19.

Nioni Masela

NÉCROLOGIE

Arsène Gobali, agent des Dépêches de Brazzaville, et la famille Mbavoula annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur mère, soeur et tante Margueritte Owila (propriétaire foncier au village Yé, terre Ebina), le 3 mai 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°46, rue Malé, à Mikalou (rfce : avenue de la Tsiémé).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Del Martial Mombongo, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Amegboh, Tossou, Ouenankazi, Akouetey, Wonga, Essie Ngatsé et Bondobaye ont la profonde douleur d'annoncer à l'archiconfrérie Supplique, aux parents, amis et connaissances le décès de Mme Tossou Eléonore Dédé « Alemawusi Dada », survenu à Brazzaville, le 22 avril 2022.

La veillée mortuaire se tient au n°96, rue Yakoma, à Poto-Poto.

La date de l'inhumation est fixée au 10 mai 2022 à Brazzaville.



La famille Mouvimba, Célestin Mantadi, agent Conseimo.SI., Yvon Florian Mpeto, Pauline Moundele et Gaspard Mbemba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de la veuve Mpeto née Batitila Martine (inspectrice de l'ONPT à la retraite), le 1^{er} mai 2022, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient sur l'avenue des 3 Martyrs au n°757 (rfce arrêt 753).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



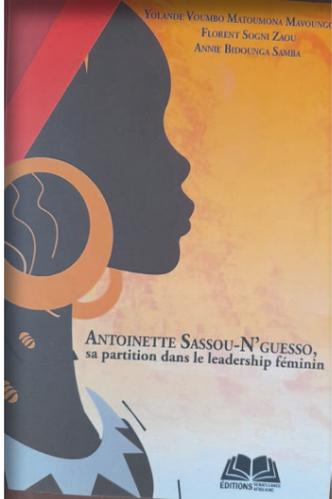
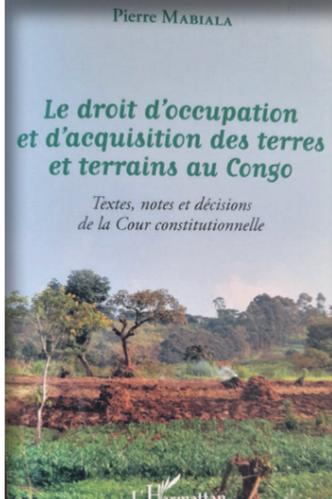
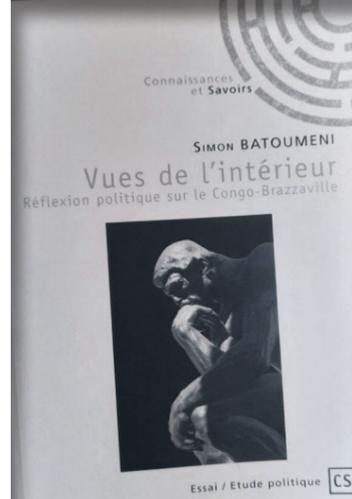
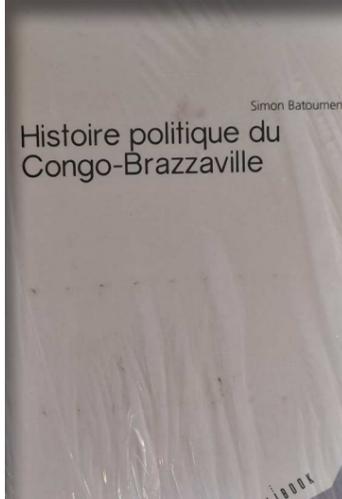
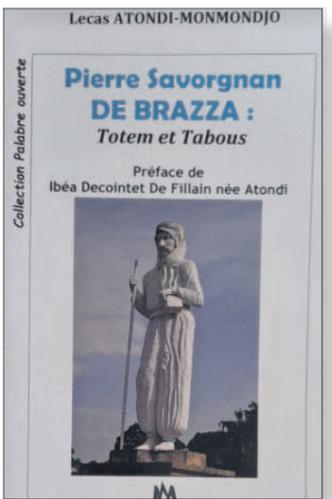
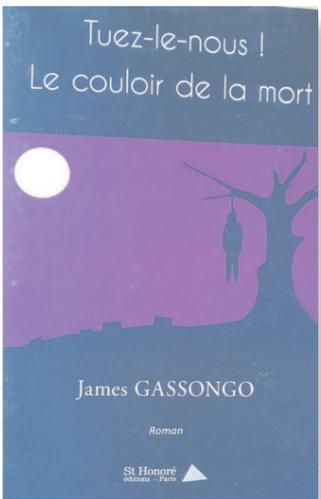
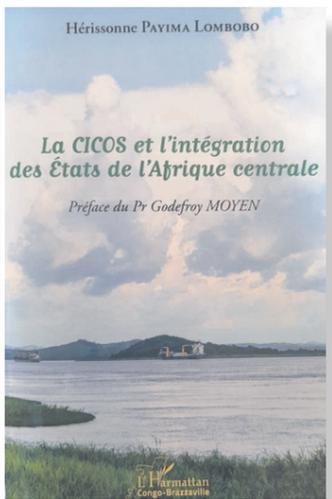
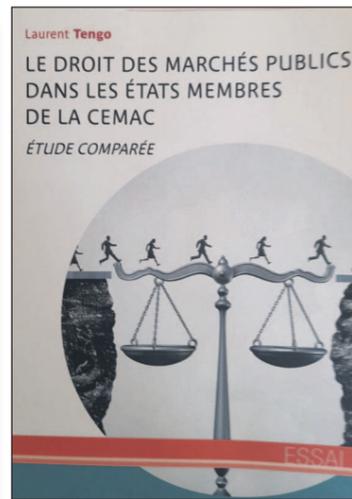
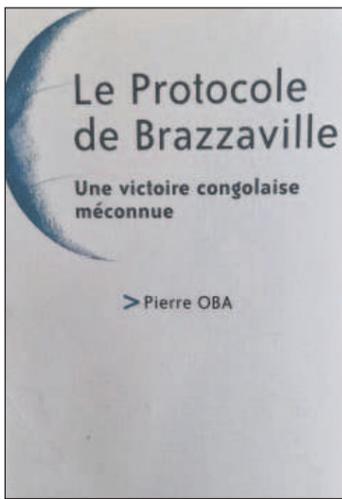
SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

LIBRAIRIE LES MANGUIERS EN VENTE



OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
 après une interruption momentanée de la ligne
 Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
 sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

**Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!**

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
 tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
 tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
 Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

SOLUTION :
Le mot-mystère est : *patchwork*

L	P	R	U	D	A					
C	A	C	O	P	H	O	N	I	E	B
R	A	A	I	R	E	L	L	E	S	
W	Y	O	M	I	N	G	L	U	X	E
N	U	I	T	I	S	E	R	A	N	
E	X	T	E	R	N	A	T	E	S	T
C	L	O	A	Q	U	E	P	S		
B	A	H	N	U	C	L	E			
G	O	E	T	H	E	L	A	R	D	
B	R	U	N	A	C	U	V	E	E	
E	C	C	H	Y	M	O	S	E	V	
V	A	L	E	D	R	E	T	R	O	
B	R	U	G	N	O	N	T	E	R	
B	L	A	M	E	H	E	L	E	N	E
E	P	E	L	L	E	R	A	O	R	

FLÉCHÉS 12x15 SOLUTION • N°2119 • © FORTISSIMOTS 2021

MOTS CASÉS 10X13 • N°331

F	O	R	T	F	R	O	I	D
R	I	E	U	S	E	G	L	U
O	E	I	L	S	U	R	R	
N	N	I	D	S	E	T	E	
D	U	P	U	E	R	R		
E	N	F	E	R	O	V	I	N
E	U	C	O	T	E			
O	I	R	I	S	N	O	M	
D	A	T	E	C	E	D	A	
E	T	P	L	A	T	S	A	
L	O	U	E	R	A	I	N	
L	A	S	U	L	E	S	A	
U	S	E	R	I	E	N	R	

• SOLUTION DE LA GRILLE N°586 •

3	7	9	4	5	6	1	8	2
8	4	6	2	1	7	3	5	9
5	1	2	3	8	9	7	4	6
2	8	3	9	6	1	4	7	5
6	9	7	5	3	4	2	1	8
4	5	1	7	2	8	9	6	3
9	2	4	8	7	5	6	3	1
1	3	5	6	4	2	8	9	7
7	6	8	1	9	3	5	2	4

• SOLUTION DE LA GRILLE N°593 •

2	5	9	6	1	7	8	4	3
7	6	3	8	2	4	1	9	5
1	8	4	9	3	5	6	2	7
9	2	8	4	5	1	7	3	6
6	7	1	3	8	9	4	5	2
3	4	5	7	6	2	9	8	1
5	9	2	1	7	8	3	6	4
8	1	6	2	4	3	5	7	9
4	3	7	5	9	6	2	1	8

FLÉCHÉS 12x15 • N°2126 • © FORTISSIMOTS 2021

CENTURE CHINOISE POLYGYNE	EN FIN DE REPAS PASSE EN COURANT	IMPOSE-RAIENT PLAISANTAIENT	LUEURS BRILLEREZ	TRAVAIL A LA MAIN SUPPORT DE OUILLE	FÊTE FORAINE DANS LA GAMME	
BROCARDER ECARTS					BELGE	
LIEU DE RECLUSION	FRACTION FLEUR DE POETE			RE OU IF FAITS A LA MAIN		
PRENOM MASCULIN SUR UN SANG ET EAU		JOLI BLEU SALLIT FINAL		PLANTE AROMATIQUE ERODE	SUIT LE TITRE CROIT QUE TOUT A UNE AME	
FORTE EN GUEULE	TEMPO MUSICAL	PAS DE BOL MENTIONNE		PERIODE DE FORMATION FEMME SEULE	ÉCLOSE	
SANS EFFETS GROS CHAT				JERUSALEM BIBLIQUE		
				CONFIDENTE SOUTIEN		
				VILLE DE CARNIVAL PRONOM PERSONNEL		
PETIT LOGEMENT	TOMBEUR DE DAMES	LANÇAS ARTICLE			RICHESS	POSSESSIF
				VOITURES		
RISQUEE				ARRIMERA		

MOTS CASÉS 10X13 • N°332

- 2 LETTRES**
AI - AU - FA - IL - LE - NO - SI - SU - TE - TU
- 3 LETTRES**
CIL - DUS - EPI - EUS - NEE - NET - NOE - REE - RUA - UNE
- 4 LETTRES**
ACNE - AERE - AIRE - ANGE - ANSE - DEFI - EMIR - EXIL - FILE - GAIN - GANG - GATE - IRAS - MEUH - NAIN - PAIN - PRIS - SAGE - SURE - TETE
- 5 LETTRES**
ESSOR - IMAGE - INDEX - INDIC - INNES - MIAOU - NEGUS - OUTRE - PAGNE - UNITE - UNTEL
- 6 LETTRES**
ATHEES - TEUTON

A	C	C	O	R	D	D	P	L	A	C	S	E	G	E
M	A	L	I	B	E	L	L	U	L	E	T	L	A	R
A	N	C	L	V	N	I	A	L	U	O	P	A	U	F
D	O	Y	E	N	N	E	S	C	J	A	E	T	F	A
E	N	I	K	O	E	V	A	R	I	E	R	N	R	L
L	N	K	C	N	R	T	A	O	U	D	R	E	E	A
E	A	I	I	G	T	B	S	D	L	O	A	I	N	B
I	D	M	N	I	E	U	Q	I	N	Y	C	R	A	A
N	E	O	F	M	V	U	C	R	G	I	S	O	B	C
E	S	N	I	A	A	E	T	R	G	I	E	L	A	I
B	O	O	S	Y	N	O	T	O	C	N	P	A	B	L
C	N	S	O	C	L	O	L	C	I	R	B	M	O	L
L	A	B	E	U	R	N	O	J	N	O	D	I	U	E
L	T	Y	B	B	O	H	A	G	R	O	G	N	O	N
R	E	L	I	E	F	T	E	M	E	H	T	A	N	A

- ACCORD / ANATHEME / ANIMAL
- BACILLE / BALAFRE / BARJOT / BOYAU / BULOT / CANONNADE
- CONFIT / CORRIDOR / COTON
- COURSIER / CYNIQUE

- DEVEINE / DONJON / DOYENNE
- ESCARRE / GAUFRE / GROGNON
- HOBBY / KIMONO / LABEUR / LIBELLULE / LICENCE / LOGICIEL
- LOMBRIC / MADELEINE

- MIGNON / NABAB / NICKEL / ORIENTALE / PIGISTE / POULAIN / RADICAL
- RELIEF / SCALP / SONATE / TAJINE
- VARIER / VASSAL

• SUDOKU • GRILLE N°587 • DIFFICILE •

	9		4		3			6						
8	4	1					2	9	3					
			5	8	6	1	9							
			6	2	9	7	3							
1	6	2					8	4	7					
	3			6		2		5						

• SUDOKU • GRILLE N°594 • FACILE •

			3		8	2	4							
6	1		7		3									
	4	7		9		6								
7	8			3		2		6						
	2						9							
5		1		6			3	7						
		2		5		7	4							
			3		8		2	9						
		9	4	2		3								

DISPARITION

Les sportifs rendent un dernier hommage à Chantal Okomba

Décédée le 14 avril dernier en France, l'ancienne Diable rouge de handball, Chantal Okomba, a reçu le 5 mai à Brazzaville les hommages de ses collègues et dirigeants de la fédération. Elle a été, par la suite, mise en terre au cimetière de Centre-ville.

L'émotion a été vive au gymnase Henri-Elendé où s'est déroulée la cérémonie officielle d'hommage à Chantal Okomba. En présence du président de la Fédération congolaise de handball, Ayessa Ndinga Yengué, puis du directeur général des Sports, Jean Clade Bindelé, les handballeurs congolais ont manifesté leurs regrets éternels suite au décès de celle qu'ils appelaient affectueusement « Chan ».

Dans son mot de circonstance, Ayessa Ndinga Yengué a loué et apprécié les qualités de Chantal Okomba avant d'inviter l'assistance à prier pour le repos de son âme. « Chantal était une athlète et une femme forte de caractère. Le destin a voulu que nous lui rendons un hommage aujourd'hui. Courageuse, moqueuse, dynamique, ouverte et disciplinée, Chantal a beaucoup contribué au bien du handball congolais. Repose en paix », a-t-il signifié.

A en croire l'oraison funèbre lue par Djibril Mouyoki, Chantal Okomba a tout donné pour le handball congolais. Née le 19 septembre 1979 à Brazzaville, « Ya Chan » a fait ses études primaires à l'école Gaston Lenda et secondaires au CEG Mabilia Manganga. En même temps, elle débute avec le handball à l'âge de



Les joueuses d'Otoho s'inclinent devant le corps sans vie de Chantal Okomba. Adiac

13 ans dans l'équipe de Blague à part. Sportive de sang, elle rejoint l'équipe d'Inter club dames en 2001 puis intègre aussitôt les

Forces armées congolaises où elle a été affectée au bataillon des Sports.

Du haut de ses 43 ans d'exis-

tence sur la terre des hommes, Chantal Okomba a consacré 28 ans au sport dont 8 à Inter Club dames. Dans sa carrière, elle a

joué des centaines de matches et a reçu plusieurs récompenses sur le plan départemental, national et international. Il s'agit, entre autres, d'une Coupe d'Afrique de vainqueur de coupe, quatre fois vice-championne d'Afrique de vainqueur de coupe, deux fois vainqueur de la super Coupe d'Afrique, la Coupe du Congo, plusieurs championnats départementaux et nationaux. Elle a également roulé sa bosse, avec succès selon les témoins, dans l'équipe nationale dames où elle a participé à plusieurs compétitions dont les Jeux africains de Maputo.

Sur la scène internationale, Chantal Okomba a presté à Colombelles, en France. Elle fut aussi meilleure buteuse, deux fois successivement, à Poitiers, toujours en France. La star congolaise a par la suite presté à Celle sur Belle, à Val de Boutonne, à Saint Junien, à Clermont-Ferrand à Montlus avant de terminer à Blanzac. Partout où elle est passée, Chantal était une pièce maîtresse.

Outre les témoignages, les matches d'exhibition ont mis aux prises les vieilles gloires du handball à la génération actuelle. Mariée récemment, Chantal Okomba a laissé une fille qui lance déjà ses premiers pas dans ce sport collectif.

Rude Ngoma

Chantal était une athlète et une femme forte de caractère. Le destin a voulu que nous lui rendons un hommage aujourd'hui. Courageuse, moqueuse, dynamique, ouverte et disciplinée, Chantal a beaucoup contribué au bien du handball congolais. Repose en paix »

BOUNDJI

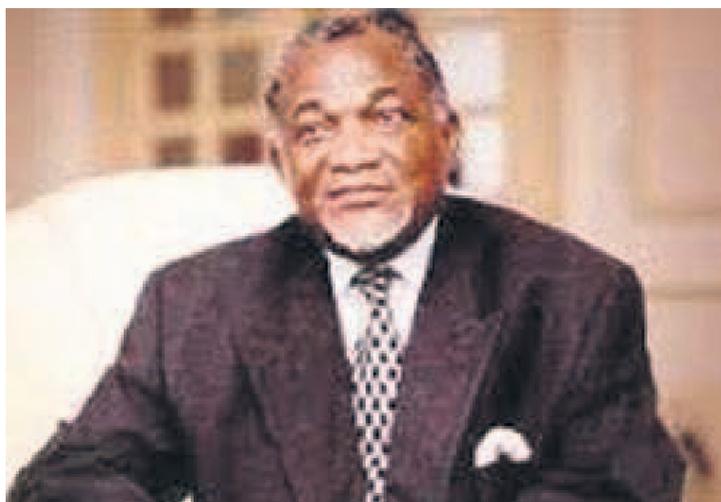
Journées culturelles en mémoire de Justin Lekoundzou Itihi Ossetoumba

Les journées culturelles en mémoire du patriarche Justin Lekoundzou Itihi Ossetoumba seront organisées, les 11 et 13 mai, à Boundji, dans le département de la Cuvette.

Les deux journées culturelles seront placées sous les auspices de la députée Avanke Tsatsa Lekoundzou et plusieurs activités sont prévues à cet effet. Il s'agit, entre autres, d'un tournoi de football challenge Maradona 80 ; d'une conférence-débat avec les jeunes de Boundji sur le thème « Se professionnaliser dans le sport et le loisir » à l'espace Mwènè Kolo de Boundji, avec la contribution de Vadim Osdet Mvouba.

De même, un méga-concert sera organisé par la Doumoussion Event. Il connaîtra la participation des artistes DJ Afara Tsena, Sétho et Impression des As ainsi que le groupe tradi-moderne Jeunesse de Boundji.

Rappelons que Justin Lekoundzou Itihi Ossetoumba, né le 12 mai 1942 à Boundji, est mort le 25 novembre 2021 à Brazzaville, à l'âge de 79 ans, des suites d'une maladie. Membre d'honneur du Parti congolais du travail (PCT),



il fut plusieurs fois directeur général et ministre. Il a été directeur général du Bureau de la commission de contrôle, organe public chargé de contrôler les entreprises d'État (1968-1969) ; ministre de l'Industrie, des Mines et du Tourisme (1971-1973) ; ministre des Finances et du Budget (1984-1989) ; ministre de la

Reconstruction (1997-1999) et ministre délégué à la présidence chargé de la Défense nationale (1992- 2020). Élu député de Boundji en 1992, il y est resté jusqu'en 2007 où il était président du groupe parlementaire du PCT à l'Assemblée nationale à partir de 2002.

Bruno Okokana

APPEL À CANDIDATURES

Une résidence d'écriture pour auteurs et autrices

L'appel est destiné aux auteurs et autrices dramatiques français et étrangers francophones. Les Studios d'écriture nomades accordent deux mois de résidence en Drôme ou en Ardèche, en France, aux deux auteurs ou autrices français et étrangers francophones venant du reste du monde.

Les bénéficiaires vont percevoir une bourse pour écrire un texte de théâtre. Les candidats ont jusqu'au 18 mai pour postuler. L'une des langues d'écriture est le français. L'appel à candidatures a pour thématique le dialogue avec l'invisible et le fantastique.

Les participants doivent envoyer une lettre de candidature avec leur parcours, ainsi qu'un projet détaillé d'écriture et de résidence en trois pages maximum au format PDF à l'adresse suivante : studiosnomades@comedievalence.com.

Pour être éligibles, les participants doivent se libérer de leurs activités professionnelles durant les différentes périodes du séjour prévu entre janvier et juin 2023 ou janvier et juin 2024 ; avoir pour désir d'explorer la thématique de la saison.

Les candidats sélectionnés bénéficieront d'une allocation d'un montant de 3000 euros brut en droits d'auteur par mois, sur deux mois, pour chacun des auteurs ou autrices en résidence et une prise en charge.

Les Studios d'écriture nomades en Drôme et en Ardèche lancent tous les deux ans un appel à candidatures portant une thématique spécifique. Leur objectif étant également de soutenir des artistes ne bénéficiant pas toujours de réseaux solides de promotion des écritures.

Rosalie Bindika